

Déconstruction et Construction de la participation politique des jeunes dans les démocraties africaines

Par

Fernandez MVONDO, Docteur en Droit

Spécialité Droit électoral

Résumé Depuis plusieurs décennies, l'engagement civique et politique des jeunes a connu un déclin. En effet, les jeunes générations en âge de voter participent moins aux élections nationales que les précédentes. Le pourcentage des jeunes qui votent aux élections nationales est considérablement en baisse dans de nombreux pays et au Cameroun en particulier. A la lumière de ces tendances, certains font valoir que l'avenir de la démocratie est en danger parce que l'engagement politique à l'âge adulte est tributaire des habitudes prises dans la jeunesse, et les jeunes d'aujourd'hui seront les adultes de demain. Cet article se propose de répondre à la question du pourquoi cette démobilisation de la jeunesse camerounaise dans la participation politique et donne quelques perspectives pour une participation politique croissante et pérenne des jeunes aux affaires publiques.

Mots clés : **Déconstruction, reconstruction, participation politique, jeunes, démocratie.**

Abstract : For several decades, the political engagement of young people has been declining. Indeed, younger generations of voting age participate less in national elections than previous generations. The percentage of young people who vote in national elections is considerably decreasing in many countries, and in Cameroon in particular. In light of these trends, some argue that the future of democracy is in danger because political engagement in adulthood is dependent on habits formed in youth, and today's youth will be tomorrow's adults. This article aims to answer the question of why cameroonian youth are mobilizing for political participation and offers some perspectives for sustainable and growing youth participation in public affairs.

Keywords : Deconstruction, construction, political participation, youth, democracy.

Introduction

Les jeunes ont toujours eu une place particulière dans les sociétés africaines ayant des rôles spécifiques pour l'harmonie et la cohésion sociale bien longtemps avant les indépendances. A l'approche des indépendances, soit pendant la période coloniale, les jeunes particulièrement qui subissaient les mauvais traitements et injustice infligés par le colon comme les travaux forcés dans les champs devaient dans toute l'Afrique et au Cameroun particulièrement commencer des mouvements de révolte et lutte contre la domination coloniale.

La jeunesse Camerounaise était alors à la quête de nouvelles identités culturelle et politique¹. On observe dès lors des mouvements de revendications qui naissent un peu partout au Cameroun porté par des jeunes à travers plusieurs organisations : d'abord les mouvements syndicaux, en 1944 naît la première centrale camerounaise dénommée Union des Syndicats Confédérés du Cameroun (USCC) à la suite de la formation syndicale dispensée aux jeunes camerounais par le français Gaston DONNAT d'obédience communiste marxiste ; et par la suite les partis politiques entre autre L'UPC dès 1948 avec des illustres leaders comme Um Nyobe, Ernest Ouandié et biens d'autres... en 1954 est formé au sein de l'UPC la jeunesse démocratique Camerounaise qui devient un important levier de recrutement des jeunes militants qui luttent pour l'indépendance et l'amélioration des conditions de vie des Camerounais². Au sortie des indépendances, la société Camerounaise est meurtrie à cause des nombreux dégâts causés par la guerre, le traumatisme qui va suivre, va au fur et à mesure éloigner la population entière du domaine politique et associatif³. L'imaginaire qui gravite autour de l'engagement citoyen est péjoratif, s'intéresser à la politique devient synonyme de contestation à l'ordre établi. Plus les jeunes ont déserté le champs politique plus on a observé une grande détérioration de leur condition de vie c'est ainsi que dans les années 1990 on a vu de façon spontanée un Legé intérêt de la classe sociale dominante dans les nouveaux mouvements de revendication au Cameroun, dès lors on note plusieurs entrées des jeunes dans les mouvements, cette mouvance fait naitre au sein des dits partis politiques des mouvements de jeunes en quête de formation et d'expérience.

Depuis plusieurs décennies, l'engagement civique et politique des jeunes a connu un déclin. En effet, les jeunes générations en âge de voter participent moins aux élections

¹ Joselin Paulin OUAMBO OUAMBO, « La participation politique des jeunes à la vie publique au Cameroun », Policy Institute, April 2020, P4.

² Idem, p4.

³ Les camerounais en général et les jeunes en particulier ont commencé à avoir peur à la chose politique croyant que toute manifestation ou adhésion à une association pouvait bien évidemment finir au chaos.

nationales que les précédentes. Le pourcentage des jeunes qui votent aux élections nationales est considérablement en baisse dans de nombreux pays. A la lumière de ces tendances, certains font valoir que l'avenir de la démocratie est en danger parce que l'engagement politique à l'âge adulte est tributaire des habitudes prises dans la jeunesse, et les jeunes d'aujourd'hui seront les adultes de demain⁴.

La politique peut s'entendre, dans une conception générale, comme l'art de gérer les affaires de la cité. Elle imprègne tous les aspects de la vie au sein d'une société. Elle est aussi vieille que la volonté des êtres humains de coexister dans le cadre d'une communauté. Il n'existe pas de société sans politique ou d'acteurs politiques. En d'autres termes, il n'existe pas de communauté humaine sans organisation, sans règles, sans une répartition des rôles entre des gouvernants et des gouvernés, sans un système de gestion des ressources et sans des acteurs/-trices qui s'organisent pour conquérir, exercer et conserver le pouvoir d'administration partielle ou totale de la Cité. En Afrique en général et au Cameroun en particulier, la question de la participation politique des jeunes se pose avec acuité. Le contexte actuel est marqué par la désaffection des populations vis-à-vis de la politique du fait d'un déficit criard de culture politique démocratique et de l'inefficacité des politiques actuelles à transformer positivement les conditions de vie des populations, notamment en créant des emplois pour une population de jeunes en croissance rapide. Ceci a mené à un cercle vicieux. Plus les jeunes se désintéressent à la politique et à la chose publique, plus les décisions qui concernent leur futur sont prises par d'autres – au Cameroun par les membres d'une classe politique gérontocrates. Face aux divers enjeux de développement nationaux et internationaux, la participation des populations à la vie politique en général et des jeunes en particulier s'avère plus que jamais importante. Les jeunes ont d'autant plus intérêt à y participer que leur avenir immédiat en dépend grandement. De nombreux jeunes restent convaincus que c'est une « affaire » très sale réservée aux personnes à la fois âgées, fortunées et sans morale. Cette analyse s'adresse aussi aux personnes « moins jeunes » qui partagent la même appréhension que ces derniers bien qu'elles comprennent parfaitement la nécessité et la noblesse d'un engagement politique sain. Il fournit des informations et approches utiles pour concrétiser cet engagement dans un parti politique. Il concerne enfin les responsables et cadres de partis politiques qui désirent compter plus de jeunes dans leurs rangs.

⁴ Martyn BARRETT, « l'engagement civique et politique des jeunes et la citoyenneté mondiale » Londres, Routledge, P1.

Les jeunes suscitent des préoccupations récurrentes et bien fondées. Ils font l'objet de nombreuses mesures et dispositions de planification dans divers secteurs, notamment l'éducation, l'emploi, la culture, la santé, le sport et même la politique, ce qui est une bonne chose. Ils s'inscrivent dans des réflexions et des traitements qui se font par l'intermédiaire d'interventions sectorielles sur lesquelles il n'est pas dans notre intention ici de porter un jugement. Toutefois, les jeunes ne sont pas très présents dans l'esprit des responsables politiques ni dans les discours politiques pour ce qui est d'une réflexion les concernant dans une perspective d'avenir, de leur proposer une vision de la société du futur et par conséquent de les inviter à placer leurs espoirs dans la politique. Parce que les jeunes jouent les trouble-fête, sèment trop souvent la confusion et sont parfois vus comme menaçants, les responsables politiques ont tendance à les éviter. Et parce qu'ils représentent non seulement le présent d'une société, mais aussi son avenir, ils contraignent les responsables politiques à adopter un discours vrai qu'il est souvent difficile d'assumer. Cela explique les tentatives auxquelles se livrent les responsables politiques à la fois d'éviter le sujet et d'adopter la commodité de considérer les jeunes comme une série de symptômes qu'il convient de soigner ou de traiter. Il est alors possible de subdiviser la catégorie des jeunes en secteurs où des interventions particulières peuvent être mises sur pied. Rares sont les politiques publiques à proposer aux jeunes un projet général. On ne se préoccupe principalement de la jeunesse que lorsque les choses tournent mal et qu'on la considère comme une menace non seulement pour elle-même, mais aussi pour l'ensemble de la société. Les aspects privilégiés demeurent essentiellement et avant tout les dimensions négatives et menaçantes de la jeunesse. Plusieurs raisons expliquent cette situation : agissant comme un miroir grossissant, les jeunes reflètent les nombreuses défaillances qui les affectent (chômage endémique, ralentissement de l'intégration sociale et professionnelle, baisse du pouvoir d'achat et danger d'appauvrissement de certains secteurs de la population, plus particulièrement des jeunes, obstacles à l'autonomie financière des jeunes, faillite des systèmes éducatifs, etc.) Les personnes au pouvoir tendent à oublier que les jeunes ont besoin d'une autre image d'eux-mêmes.

D'après Nonna Mayer et Pascal Perrineau⁵, le sens de la participation politique est le fruit d'une évolution qu'ils repèrent à trois moments précis. Pour la première période qu'ils situent entre la fin du 18e siècle et le début du 19e siècle, ils avancent que ce contenu renvoyait au vote et à toutes les activités qui l'organisent. Car, affirment-ils, cette époque fut celle de la fondation de la démocratie représentative dont le moment fort était celui du choix des représentants par

⁵ Nonna MEYER et Pascal PERRINEAU, « Les comportements politiques, Armand Colin, 1992

les citoyens. Quant au 19^e siècle qui marque la seconde période, ils renseignent de ce que cette notion s'est élargie aux activités partisans. C'est qu'en effet, ce siècle vit l'irruption dans l'arène politique des masses qui entendirent désormais jouer un rôle entre deux élections. L'idée étant alors de construire et de rassembler une identité collective devant non seulement assurer la défense de ses intérêts au sein du gouvernement représentatif mais aussi de conquérir et d'exercer le pouvoir politique. Dès lors, elle s'est enrichie de nouvelles activités telles qu'adhérer (s'affilier) dans un parti politique (syndicat), payer ses cotisations, assister à des réunions, et à des formations. Selon nos deux auteurs, cette conception sera maintenue jusqu'à la fin des années 50. Et l'ensemble de son contenu sera alors qualifié de conventionnel. Cependant, du fait de la profusion des mouvements de protestation qui ont secoué l'Europe dans la décennie 60-70, ils indiquent qu'elle s'est de nouveau élargie. En prenant compte cette fois, des activités jusque-là ignorées par la science politique, mais analysées par d'autres domaines de savoir. Notamment la psychologie. Au nombre de ces nouvelles activités qu'ils qualifient de « non conventionnelles », ils citent entre autres : les sit-in, occupation des locaux, boycott et graffitis. Fort donc de cette évolution, de nombreux auteurs lui ont aujourd'hui proposé une définition. Pour Philippe Braud⁶ par exemple, elle signifie un « ensemble d'activités individuelles, ou collectives susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique ». Seulement, il passe sous silence le contenu de ces « activités individuelles ou collectives ». C'est pourquoi, nous nous appuyons sur la distinction entre actions conventionnelles et non conventionnelles opérée par Nonna Mayer et Pascal Perrineau⁷, et des précisions apportées par la 4^{ème} édition du « lexique de science politique » publié en 2017 et coordonné par Olivier Nay, pour formuler une définition. Aussi, nous retiendrons dans le cadre de notre présente étude que la participation politique désigne : un ensemble de pratiques constituées d'activités conventionnelles (voter, militer, participer à des réunions...), non conventionnelles (manifestester, faire des pétitions, occupation de locaux et espaces publics, sit-in...) et des manifestations d'intérêts (s'informer sur la politique, discuter de la politique...) des gouvernés à l'égard des affaires publiques touchant la commune, la région, l'Etat, ou même l'humanité tout entière.

La littérature scientifique renseigne de ce que le concept de jeune(s) est souvent défini à partir du critère d'âge biologique. En effet, un axiome populaire fort répandu au Cameroun dit qu'«on est jeune de 0 à 77 ans,» les nations unis fixent l'âge entre 15 et 24 ans, la banque

⁶⁶ Philippe BRAUD, « Sociologie », 11^e édit, LGDJ, 2014, 353p.

⁷ Nonna MEYER et Pascal PERRINEAU, « Les comportements politiques, Amand Colin, 1992, Op. Cit.

mondiale entre 12 et 24 ans, la charte africaine de la jeunesse situe l'âge entre 15 et 35 ans... ». Ainsi, en suivant ce critère d'âge biologique, il apparaît que l'on peut être jeune pour la charte africaine de la jeunesse et ne pas l'être pour les nations unies. Par ailleurs, désigner par le concept de jeune(s) des individus se situant dans un intervalle d'âge biologique donne à voir une définition globalisante. Or, parlant de ce concept, Pierre Bourdieu⁸ affirmait que : « [...] c'est par un abus de langage formidable que l'on peut subsumer sous le même concept des univers sociaux qui n'ont pratiquement rien de commun ». Autrement dit, pour lui, les jeunes ne constituent pas une catégorie à globaliser. De plus, il voit dans ce critère d'âge, une manipulation, une construction sociale à des fins du pouvoir. C'est que pour lui, le concept de jeune renvoie en réalité à un enjeu de lutte pour le pouvoir. À cet effet, il donne à le voir comme une ressource pour cette lutte. Les « vieux » selon lui, l'utiliseraient pour éloigner les « jeunes » du pouvoir et se le réserver, et réciproquement, les « jeunes » l'utiliseraient pour disqualifier les « vieux ». Ainsi, ressortent trois enseignements de ces différentes approches du concept de jeune(s). D'abord, qu'il peut être entendu suivant un critère d'âge certes limité mais objectif et facilitant une opérationnalisation sur le terrain. Puis, qu'il présente une réalité hétérogène permettant de mieux lire toutes les relations au pouvoir de cette catégorie sociale. Et enfin qu'il constitue un enjeu de lutte pour le pouvoir pouvant aider à comprendre les comportements politiques des individus qu'il regroupe.

Inscrivant notre étude sur une approche mobilisant la construction sociale de la réalité, il nous semble pertinent de convoquer la théorie constructiviste du pouvoir. En effet, d'après Dario Battistella⁹, le constructivisme est une théorie qui estime que la réalité sociale existe, et n'est ni subjective ni objective. Pour elle, la réalité sociale est le fruit d'une construction, d'une interaction entre l'acteur et la structure. Elle insiste à cet effet sur le poids des idées, des valeurs, des normes, des croyances et des pratiques dominantes au sein d'une société sur les choix des acteurs. Elle accorde une attention particulière aux discours prononcés au sein d'une société car d'après Stephen Walt¹⁰, « [...] le discours reflète et façonne les croyances et les intérêts, et établit les normes de comportement accepté. ». L'approche constructiviste d'Alexander Wendt (1999) que nous userons dans le cadre de notre étude, précise que le comportement d'un individu s'explique par la somme de son identité et de ses intérêts. Pour lui, ces deux variables ne s'opposent pas. Et l'une ne saurait fonctionner sans l'autre. Les deux seraient donc complémentaires. Il convient, dès lors, de cerner le sens de chacun de ces concepts. En effet,

⁸ Pierre BOURDIEU, « Questions de sociologie », Minuit, 2002.

⁹ Dario BATTISTELLA, et Al, « Théorie des relations internationales, 6^e éd, Science politique, 2019.

¹⁰ Cité par Dario BATTISTELLA, Op.Cit.

définissant l'identité, Alexander Wendt (cité par Dario Battistella, 2019, 237), affirma que : « les identités se réfèrent à ce que les acteurs sont. [...] ». En outre A. Wendt (1999) écrira qu'il existe quatre types d'identités, à savoir : l'identité personnelle qui renvoie aux propriétés stables qui font qu'un acteur est distinct d'un autre, l'identité type qui fait référence au groupe d'appartenance, l'identité de rôle qui donne à situer l'individu par rapport à sa position dans la relation sociale, enfin l'identité collective qui donne à voir un processus d'identification dans lequel la distinction entre le soi et l'autre semble ne plus exister. Quant à l'intérêt, Alexander Wendt (1999), énonce qu'ils représentent ce que veulent les acteurs. De plus, il affirme qu'il existe deux types d'intérêts : objectifs et subjectifs. Les premiers seraient les besoins impératifs qu'un individu doit obligatoirement satisfaire s'il veut conserver son identité. Les seconds pour ce qui les concerne, font référence aux motivations immédiates qui justifient les comportements. Il s'agit plus précisément des croyances qu'ont les individus sur la manière de répondre à leurs besoins identitaires. Ainsi, dans le constructivisme de Wendt, l'acte posé par un individu est vu comme le fruit de la satisfaction d'un besoin né d'une identité. Cette dernière étant elle-même le produit des pratiques, normes, idées, valeurs, croyances, discours partagés au sein du système social. Ce qui veut dire le constructivisme est d'abord une théorie du changement social. Car les croyances, idéologies, valeurs et normes partagées dans une société ne sont jamais fixes. Elles changent et re changent. Dès lors, en usant de la théorie constructiviste, non seulement nous restons en droite ligne avec le concept d'identité dans lequel nous nous sommes inscrits, mais en plus, nous pouvons comprendre pourquoi entre l'époque coloniale et aujourd'hui, les jeunes camerounais ont changé de mode de participation politique.

Il convient dans le cadre de cette étude de nous poser un certain nombre de question pour son appréhension. Comment expliquer la démobilisation politique des jeunes en Afrique et notamment au Cameroun ? Quel est le fondement de cette réticence de la jeunesse camerounaise à prendre activement part à la vie politique ? Comment améliorer la participation politique des jeunes au Cameroun ? Dans le cadre de notre étude, il sera question dans une première analyse de démontrer et expliquer les fondements de la démobilisation des jeunes camerounais à la vie politique (I), et il sera question dans la deuxième partie d'envisager les perspectives pour améliorer la participation politique des jeunes au Cameroun (II).

I- Pour une déconstruction de la participation politique des jeunes au Cameroun

La présence des jeunes dans les mouvements politiques reste très marginale à ce jour, tout de même, Si l'on peut noter qu'au sein de plusieurs formations politiques comme le CPP (Cameroon people's party) le jeune n'a pas une place spécifique, lui, faisant partir intégrante du parti, dans d'autre, il existe des instances réservées aux jeunes : au sein du parti au pouvoir au Cameroun par exemple l'instance des jeunes est l'OJRDPC (Organisation des Jeunes du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais), dans cette instance, l'on enseigne aux jeunes l'idéologie du parti et aussi elle est une passerelle pour gravir les échelons au sein du parti. Si l'on peut sans risque de se tromper affirmer qu'avant et pendant les luttes indépendantistes les jeunes étaient présents et participaient de manière effective à la vie publique au Cameroun, on peut également noter qu'après les indépendances ils se sont éloignés de l'activité politique ceci dû en particulier à l'imaginaire qui entoure désormais l'engagement civique et politique. Dans l'optique de mieux répondre aux besoins de cette classe de la population active en ce qui concerne le Cameroun, il devient impératif de faire revenir comme autre fois ou le gouvernement du Cameroun était constitué en majorité des hommes et femmes de moins de quarante ans les jeunes dans les sphères de prises de décisions surtout quand celles-ci les concernent directement car ils sont mieux placés pour décrire et proposer des solutions pour régler les différents maux qui entravent leur épanouissement. Le président actuel du Cameroun son excellence Paul Biya arrive au affaire en octobre 1962 comme chargé de mission à la présidence de la république il avait exactement 29 ans, cet exemple nous montre à suffire que La jeunesse peut être d'un apport conséquent dans la bonne marche des affaires de la nation mais seulement sa participation effective nécessite une prise de conscience de tous en commençant par les jeunes eux-mêmes, après les mouvements politiques, associatifs et enfin le gouvernement. Baden Powell disait : « il faut développer la société en développant les jeunes qui la composent »¹¹ sous ce prisme, plusieurs actions peuvent être envisagées.

Il convient de préciser dans cette analyse que le Cameroun, champ de notre étude connaît depuis quelques années une participation politique décroissante des jeunes malgré une forte croissance de la population jeune. Le Cameroun : une société de jeunes La société camerounaise est une société essentiellement composée de jeunes. C'est un fait attesté par le recensement général de la population camerounaise réalisé en 2006 et publié en 2010. Selon ce

¹¹ Baden POWELL, cité par Mody NDIAYE, *jeunesse, gouvernance, paix et démocratie en Afrique de l'Ouest*, in <http://www.afriquejeunesse-webou.net/spip.php?article9>.

recensement l'âge médian est de 17,7 ans¹² tandis que l'âge moyen serait de 22,1 ans. La population ayant moins de 25 ans représenterait 64%. Les 60 ans et plus ne représenteraient que 5% de la population totale¹³. Le rapport des jeunes pose un problème sérieux au Cameroun, celui de l'écart malgré les enjeux importants, entre la participation politique des jeunes de la période actuelle (2009-2024) et celle de l'ère coloniale et postcoloniale (1884-2008) prises globalement. Contrairement à hier, les jeunes d'aujourd'hui semblent peu présents dans les différentes arènes et lieux de prises de décisions politiques. Cette situation nous paraît délicate dans la mesure où ces jeunes qui devront conduire les affaires futures du pays seront peu socialisés aux institutions de la république et presque incapables de répondre aux défis sociétaux qui leur seront posés. Le vote a toujours été considéré comme la seule forme de participation politique. Au fil du temps, d'autres modes de participation politique ont vu le jour bien que le vote reste la forme la plus connue. Dans cette analyse, nous allons nous appesantir sur les modes conventionnelles (A), et les modes non conventionnelles de participation politique (B).

A- Démobilisation de jeunes camerounais sur les formes conventionnelles de participation politique

Malgré le fait que les jeunes représentent 64% (moins de 25 ans) de la population du Cameroun, ils sont très peu présents dans les sphères de décision politique. Les jeunes ne sont présents ni dans les institutions exécutives ou législatives ni dans les partis politiques à des postes de responsabilité¹⁴. Ceci est aussi vrai au niveau national qu'au niveau local. La conséquence est qu'assez souvent, ce sont d'autres catégories de personnes qui décident pour le pays et donc, par voie de conséquence, pour eux. Pourtant, la participation politique des jeunes est au cœur de plusieurs enjeux. L'étude aborde la relation entre participation politique et participation sociale auprès des jeunes au seuil de la vie adulte. Maints travaux sur le sujet prétendent que les jeunes sont de moins en moins attirés par la participation aux élections (1) et à l'adhésion partisane (2) pour privilégier un engagement de type associatif.

¹² La moitié de la population camerounaise est âgée de 17,7 ans ou moins. Cela dit, les jeunes constituent une part de la population très importante et à prendre grandement au sérieux au Cameroun.

¹³ Les jeunes et l'engagement politique, Manuel d'information et de formation de la fondation Friedrich Ebert stiftung, Yaoundé (Cameroun), 2014.

¹⁴ Idem, p6.

1- Participation aux élections et déclin des jeunes pour les inscriptions sur les listes électorales et abstentionnisme

La non-inscription sur les listes électorales pour la jeunesse au Cameroun est caractéristique d'une apathie civique voire d'un refus explicite de participation politique. Elle affecte surtout des individus qui ne se sentent pas intégrés dans la société (jeunes sans emploi,) ou ne se reconnaissent pas une compétence politique minimum (incidences du niveau d'instruction ...). Il faut aussi prendre en considération la structure de l'habitat. Dans les grandes banlieues où toutes les formes de participation sociale se heurtent à un vif sentiment d'anémie, la non-inscription est d'une plus grande probabilité.

L'abstentionnisme électoral est un phénomène qui doit être distingué de la non-inscription sur les listes électorales. Il en existe, en effet, au moins deux grandes variantes. La première est un abstentionnisme révélateur d'une médiocre insertion sociale. Les électeurs très jeunes, les femmes au foyer ou divorcées, les habitants de zones isolées, les résidents de grands ensembles mal intégrés au tissu urbain, les citoyens d'origine immigrée votent nettement moins que la moyenne nationale. Ils signifient par-là, passivement, qu'ils se sentent étrangers aux enjeux qui mobilisent le groupe tout entier. Une autre variante concerne au contraire des gens très intéressés par la politique, informés et attentifs mais qui estiment ne pas trouver la possibilité d'exprimer adéquatement leurs préférences.

La jeunesse camerounaise préfère regarder de loin les aînés s'occuper de la sphère politique parce qu'elle se dit être défailante à tous les niveaux pour mieux s'investir en politique. Cette jeunesse est confrontée à de sérieuses difficultés tant financières car il faut le noter il existe une forte monétisation de la politique en Afrique et au Cameroun en particulier. Les jeunes étant dépourvus de ces moyens pour se lancer sereinement dans la politique préfère jouer le rôle d'observateur. La jeunesse camerounaise il faut le noter a également un problème de manque d'emploi pour mieux embrasser le monde politique ; de plus plusieurs frustrations sont faites de la part des aînés qui voudrait toujours rester à la sphère de prise de décisions et ne considèrent le plus souvent pas les position des jeunes et ne leur permettent pas d'occuper les postes de responsabilité. Il convient également de noter le manque de culture politique de plusieurs jeunes. Tout cet ensemble de chose contribue fortement à la démobilisation des jeunes en politique.

2- Adhésion partisane des jeunes et déclin de la participation politique au Cameroun

Beaucoup de jeunes au Cameroun aiment dire que la ‘ ‘politique ce sont des choses compliquées, il faut être spécialiste pour les comprendre et s’en sortir’’. A partir de cette pensée, beaucoup de jeunes préfèrent rester hors de toute adhésion dans une formation politique¹⁵. L’adhésion à un parti politique nécessite une bonne connaissance du parti et une volonté personnelle d’y adhérer. Il est clair que certains peuvent y arriver à partir de l’aide d’un ancien membre qui a su user de propos pour convaincre de nouveaux adhérents. Nombreux des jeunes préfèrent rester observateurs de toute activité politique.

Les campagnes et toute autres formes de manifestations partisane sont affaires d’une minorité de jeunes qui s’investissent dans la politique politicienne et surtout des leaders et cadres des dites formations politiques. Cette responsabilité de la non-participation politique conventionnelle émane non seulement des jeunes eux-mêmes, mais également des leaders et cadres politiques qui ne mettent pas l’accent sur l’intégration des jeunes au niveau des prises de décisions politiques. Qu’en est-il des modes de participations politiques non-conventionnelles ?

B- Démobilisation des jeunes sur les modes de participation politique non-conventionnelles

A première vue, l’on pourrait croire que les jeunes s’investissent plus aux modes de participation non conventionnelles au Cameroun. Il convient de signaler que même à ce niveau, les jeunes camerounais sont très réticents tant au niveau des protestations (1) qu’au niveau des signatures de pétitions (2).

1- Au niveau des mouvements protestataires

Le vote constitue la seule activité politique que presque tous les citoyens ont déjà pratiquée. Les autres formes de la participation politique concernent beaucoup moins d’individus mais ces personnes peuvent parfois y consacrer un temps important. C’est notamment le cas de ceux qui ont une activité politique dans un parti ou une association cherchant à faire pression sur le pouvoir politique pour défendre des intérêts collectifs. Dans cette partie consacrée aux formes non électorales de la participation politique, nous

¹⁵ Il y a une peur qui anime de nombreux jeunes à intégrer les partis politiques se disant qu’ils peuvent être écrasés à tout moment par les principaux leaders qui voudraient toujours rester aux instances de prise de décision.

commencerons par évoquer des actes assez courants mais ponctuels d'expression politique : signer des pétitions, manifester, faire grève.

La politique n'est pas limitée aux périodes électorales. Les élus sont en fait soumis en permanence à des demandes d'individus et de groupes qui cherchent à faire pression sur le pouvoir politique, au nom de la défense d'un intérêt de groupe ou d'une grande cause. Ces pressions s'exercent de multiples manières, d'abord par le biais de nombreuses instances de concertation. Mais la concertation dans des réunions d'experts et d'élites (hommes politiques, hauts fonctionnaires, responsables syndicaux et associatifs...) est souvent insuffisante pour se faire entendre et faire aboutir une revendication. À l'époque de la surmédiatisation, un groupe a d'autant plus de chances d'influencer le pouvoir qu'il peut faire parler de lui dans l'opinion publique et qu'il peut démontrer qu'un grand nombre de personnes appuient les revendications qu'il défend.

2- Réticences de la jeunesse camerounaise au niveau de la signature des pétitions

Il faut noter que la technologie a déjà développé le monde depuis plusieurs années. Il est désormais d'exercer certaines activités même politiques à travers internet. Les formes numériques de participation à la vie publique sont en constante augmentation depuis 2016, date à laquelle elle ne concernait qu'un tiers des jeunes interrogés. Mais convient de noter que cette forme de participation politique intervention le plus souvent après des élections ou en cas de défense d'une cause commune où la population met souvent la pression aux gouvernants. Les jeunes camerounais participe souvent à cette forme de participation politique mais il faut noter que ces derniers ne constituent pas une franche représentative de la jeunesse camerounaise. Le plus souvent ce sont des jeunes instrumentalisés qui participent aux différentes formes de participation politique non conventionnelles.

La politique passe souvent pour être « la guerre de tous contre tous », ou une affaire de malhonnêtes et de corrompus. S'il est vrai que ces aspects sont parfois malheureusement observés, ils ne résument pas le fond et la forme de l'action politique. Par ailleurs, ce sont les acteurs et actrices qui déterminent et définissent l'action politique. Si nous, jeunes, souhaitons avoir un jeu politique plus sain, plus focalisé sur les besoins et préoccupations des populations, il est impératif que nous devenons des acteurs et actrices afin de façonner ce jeu politique que nous souhaitons. Que faire pour améliorer la participation politique des jeunes au Cameroun ?

II- Perspectives pour améliorer la participation politique des jeunes au Cameroun

« Les jeunes devraient pouvoir participer à la prise de décisions aux niveaux local, national et même mondial. »¹⁶

La jeunesse camerounaise, à l'image de la jeunesse du continent est fortement préoccupée par son avenir. Elle cherche avant tout à résoudre les problèmes de la vie quotidienne à travers un emploi bien rémunéré et valorisant¹⁷. Elle est prête à s'investir en politique à condition que celle-ci soit un levier par lequel elle adresse ses principales préoccupations, notamment l'emploi. Elle est prête à intégrer des partis politiques si ces derniers leurs offrent des opportunités réelles. Cependant les facteurs propres aux jeunes et des facteurs externes suivants continuent à déterminer leur faible participation à la vie politique. A cet effet, plusieurs mesures doivent être prises pour une implication de la jeunesse dans la sphère politique. Cela nécessite une rééducation à partir de la base de la jeunesse camerounaise afin de s'imprégner convenablement de la politique (A), et une insertion voir intégration des jeunes dans les postes de responsabilité (B).

A- De la rééducation de la jeunesse camerounaise pour une participation politique active

La motivation à s'engager politiquement dépend du sujet, de l'intérêt personnel et du fait de se sentir concerné. Souvent, il suffit d'une impulsion, d'un moment de déclic, de l'encouragement d'une personne de référence, pour trouver la motivation de s'engager pour la première fois¹⁸. Des facteurs structurels, tels que la langue, le statut socio-économique et le niveau d'éducation des parents jouent un rôle à cet égard, tout autant qu'exercent une influence des facteurs personnels, comme des conditions de vie qui changent rapidement ou la peur du harcèlement. Selon la Commission Fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ), il est important et décisif d'éveiller l'intérêt des jeunes pour les sujets et les structures politiques. Elle

¹⁶ Ban ki-Moon, Ancien Secrétaire général des Nations Unies.

¹⁷ Beaucoup de jeunes africains en général et camerounais en particulier veulent s'investir dans la politique mais ils sont pour la plus part confrontés aux sérieuses difficultés financières et le manque d'emploi. Cela les amène à adopter une attitude d'observateur parce qu'ils savent qu'ils ne pourront pas être écoutés vu leur situation précaire et leurs ventres qui sont vides. Beaucoup sont également ignorants à proprement parler vu le manque d'une réelle culture politique.

¹⁸ Commission Fédérale pour l'enfance et la jeunesse, CFEJ, Berne, Mai 2023.

partage en outre l'avis des chercheuses et des chercheurs selon lequel il incombe à la politique et à la société, d'une part, de reconnaître l'action politique existante et diversifiée des jeunes en tant que telle, et, d'autre part, de leur offrir également des possibilités de participation proches de leur quotidien et adaptées à leur cadre de vie. Les jeunes doivent avoir la possibilité de participer directement dans leur cadre de vie, et voir ce qu'il advient de leurs contributions. Les possibilités de participation renforcent l'auto-efficacité. Il est donc important que la participation politique des jeunes soit reconnue et valorisée et que des espaces adéquats leur soient dédiés.

En ce qui concerne l'éducation, l'accent doit être mis sur l'éducation civique dans des écoles, universités et les clubs de discussion. Il faut encourager et promouvoir l'esprit critique en amenant les jeunes à s'intéresser à la politique et la vie associative dès la base (1), de plus il faut que la société civile, et les formations politiques organisent des ateliers pour éduquer à la population jeunes comment choisir un parti politique et y militer (2).

1- Le travail socio-éducatif et son rôle crucial dans la participation politique jeune

L'Etat, la société civile et les partis politiques doivent renforcer les démarches participatives dans les structures éducatives à partir de la base afin de promouvoir le développement de compétences sociales basées sur les valeurs démocratiques et les droits de l'Homme, tels que la liberté d'expression et le respect de la diversité à travers l'exercice quotidien de principes démocratiques¹⁹. Il convient également de promouvoir la mise en place et le développement d'organisations et/ou de structures aux niveaux national, régional et local représentant les intérêts des étudiants vis-à-vis des structures d'éducation formelle.

L'éveil des jeunes à la politique au sein du foyer familial est fortement influencé par le niveau de formation et l'intérêt des parents. Afin d'encourager la participation politique des enfants indépendamment de ces inégalités, il faut qu'il existe suffisamment de possibilités en dehors de la famille pour acquérir les compétences et les connaissances nécessaires à l'engagement politique.

Ainsi, au niveau éducatif, quelques recommandations peuvent être faites en vue d'une participation accrue de la jeunesse à la vie politique. Il convient à cet effet ;

D'enseigner l'éducation à la citoyenneté : L'éducation à la citoyenneté comprend la transmission de connaissances sur la politique et le développement des compétences nécessaires

¹⁹ Recommandations du conseil des ministres de l'Union Européenne aux Etats, réunit le 23 Novembre 2015.

pour y participer. Les jeunes ont besoin d'espaces où apprendre la participation politique et s'y exercer, il convient de :

- Renforcer l'éducation à la citoyenneté dans les plans d'études : La connaissance des structures et des processus politiques, les compétences politiques ainsi que l'intérêt pour la politique sont déterminants pour la participation politique. L'école permet d'atteindre la plupart des jeunes assez tôt et de la même manière.

- Former le personnel enseignant à l'éducation à la citoyenneté : La transmission de connaissances et de compétences politiques renforce la capacité des jeunes à s'engager en politique. Pour que le personnel enseignant dispose des moyens pour le faire, l'éducation à la citoyenneté doit être un élément important de leur formation et de leur formation continue. Un engagement clair en faveur du consensus de Beutelsbach renforce le rôle du corps enseignant.

- Fournir un espace de vie scolaire participatif : Même en dehors des cours, l'école peut servir d'espace à la participation. Les conseils de classe, les parlements d'élèves, une culture scolaire participative entretenue activement et collectivement permettent des expériences importantes d'auto-efficacité. L'on pourrait également noter l'éducation non formelle ou informelle dans le cadre des activités extrascolaires. Dans cette partie, il convient de :

- Créer des offres de participation extrascolaires : Les jeunes doivent aussi pouvoir apprendre et expérimenter l'engagement politique en dehors de l'école. Cela peut se faire par l'organisation de débats dans des centres de rencontre pour jeunes, en favorisant la participation dans les clubs sportifs ou par la confrontation à des thèmes politiques. De telles offres doivent être créées en connaissance de cause.

- Profiter des événements : Les festivals culturels ou autres rencontres de jeunesse permettent de rendre les thématiques politiques accessibles aux jeunes, en montrant les rapports entre ces questions (comme le racisme ou le sexisme) et leur propre vie. De plus, ces événements permettent un engagement flexible et temporaire.

- Promouvoir les canaux institutionnalisés en extrascolaire : Les parlements et conseils de jeunes, les échanges entre jeunes et milieux politiques et/ou administratifs ou la participation aux processus de planification communaux permettent aux jeunes de faire valoir leurs opinions. À cette fin, on peut créer de nouveaux canaux participatifs ou utiliser ceux qui existent déjà pour impliquer activement les jeunes.

- Le gouvernement devra Faciliter la création et subventionner les associations de jeunes

- La société civile devra jouer pleinement son rôle en organisant de façon constante des tables rondes autour des problèmes de la jeunesse. Mis à part le rôle socio-éducatif, dans la facilitation de la participation politique des jeunes au Cameroun, il convient également de faire un ancrage sur le rôle des partis politiques et acteurs politiques.

2- Le rôle des partis politiques et acteurs politiques dans la participation politique des jeunes au Cameroun

L'engagement au sein d'un parti politique, bien qu'il puisse être spontané ou consécutif à une expérience personnelle marquante se doit d'être le résultat d'une démarche construite, réfléchie et guidée par des motivations bien comprises et bien cernées²⁰. Les partis politiques dans l'optique d'inciter les jeunes à s'intéresser à la chose publique peuvent recruter les étudiants en tant que stagiaire pour un moment donné. Cette initiative leur permettra de mieux s'imprégner tant sur le plan théorique que sur le plan pratique des connaissances en politique. De plus, il importe de mettre en évidence non seulement l'action des partis politiques et acteurs politiques, mais également de l'action individuelle des jeunes en faisant un bon choix de la formation politique et ceci nécessite une réelle connaissance des partis politiques, leurs idéologies et leurs modes de fonctionnement. Pour cela, il convient pour une participation accrue des jeunes à la sphère politique de :

- Promouvoir la participation dès la petite enfance : La participation des enfants et des jeunes à tous les thèmes et à toutes les décisions qui les concernent ouvre des espaces pour apprendre la participation politique. Des méthodes adaptées à l'âge des enfants permettent de créer, dès la petite enfance, des possibilités de participation propices à l'acquisition de compétences.
- Créer des offres limitées dans le temps et faciles d'accès : La formation et la scolarité accaparent grandement les jeunes, qui disposent de peu de temps libre. Les offres de participation politique doivent en tenir compte et avoir lieu lorsque les jeunes (par ex. en apprentissage) ont le temps et/ou être de durée limitée.
- Renforcer les formes numériques de participation : Les formats numériques facilitent l'accès aux offres de participation politique pour certaines catégories de personnes (par ex. celles

²⁰ Les jeunes et l'engagement politique, Op.cit.

souffrant de phobies sociales ou à mobilité réduite). Il est important que l'ensemble des jeunes aient l'opportunité de s'engager politiquement.

- Employer un langage simple et compréhensible : La matière à étudier, le matériel de vote, les informations sur la politique, etc. doivent être rédigés dans un langage simple et adapté à l'âge. Le mode de diffusion doit être multiple et varié. L'utilisation d'un langage simplifié permet de rendre les informations et les thématiques politiques accessibles à un groupe cible plus étendu.

- Créer des structures contraignantes : La consultation, la participation et la codécision des jeunes doivent reposer sur un engagement clair des personnes responsables à intégrer ces opinions dans le processus décisionnel. Pour ce faire, elles doivent mettre en œuvre des structures et des procédures participatives contraignantes, par exemple dans le domaine de l'aménagement du territoire dans les communes ou lors de la définition d'objectifs stratégiques en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse au niveau communal ou cantonal.

- Promouvoir une participation axée sur les besoins et les intérêts : Les jeunes font partie de la société, les décisions (politiques) les concernent donc aussi forcément. Inclure systématiquement les jeunes dans tous les domaines favorise leur engagement et leurs capacités à s'impliquer dans le fonctionnement de la société.

- Définir un cadre clair : La participation nécessite un cadre clairement défini, du temps et la volonté de prendre en compte les préoccupations des (jeunes) personnes impliquées dans la prise de décision. Un cadre clair définit de manière transparente les possibilités de participation et le degré d'influence sur les décisions qui seront prises.

Choisir et militer dans une formation politique nécessite des connaissances préalables de cette formation. A cet effet, les jeunes camerounais doivent bien s'informer avant d'intégrer une formation politique. Les sources d'information peuvent être, les journaux, la presse, les émissions spécialisées, les livres et autre. Cette collecte d'information est nécessaire pour développer une culture politique. Parce que la politique est d'abord et surtout une affaire de gestion des ressources publiques, il est important de développer notre capacité d'analyse et de compréhension de cette gestion d'une part et de se tenir au courant de la marche de la société d'autre part. Une bonne culture politique permet de développer des connaissances utiles dans l'action politique. Cette culture politique pourra également aider les jeunes à mieux choisir leur formation politique à partir de son idéologie, sa légalité, ses prises de positions sur des questions clefs, l'histoire du parti, le type d'actions menées depuis sa création. Qu'en est-il du cadre juridique de la participation politique des jeunes au Cameroun ?

B- Cadre juridique de la participation politique des jeunes

Un cadre juridique adapté aux jeunes est une composante importante d'un environnement permettant la participation politique des jeunes. Il reflète les normes et valeurs culturelles, et détermine les règles structurelles et les conditions d'engagement. Parmi les éléments les plus importants se trouvent les dispositions sur l'âge minimum²¹ requis pour voter et se présenter aux élections. Cette section présente une vue d'ensemble des limites d'âge actuelles dans le monde, ainsi que des réformes adoptées par certains pays pour abaisser l'âge requis pour voter. Le cadre juridique de la participation politique jeune sera analysé au niveau de la période préélectorale et électorale (1), puis au niveau post-électoral(2).

1- Cadre juridique de la participation politique jeune aux périodes préélectorales et électorales

La période pré-électorale est cruciale pour encourager et soutenir les jeunes à participer au scrutin. L'engagement civique des jeunes et l'adaptation des partis politiques aux jeunes sont des piliers importants. Un jeune qui a connu les vertus des processus démocratiques peut être plus enclin à devenir un citoyen actif. Golombek fait une remarque similaire : «on ne peut pas s'attendre à ce qu'une personne devienne un citoyen actif du jour au lendemain quand elle atteint l'âge de voter : il faut apprendre «sur le tas» à travers des expériences quotidiennes : par l'opportunité de participer à des prises de décisions partagées, l'écoute d'opinions différentes, l'évaluation des options et des conséquences. Ce sont des compétences individuelles qui aident à bâtir la société civile et l'engagement des jeunes au processus démocratique. »²²

En ce qui concerne la période préélectorale, l'Etat, les organisations de la société civile et les partis politiques doivent soutenir les organisations de développement communautaire et de bénévolat dirigées par des jeunes : ces groupes incitent les jeunes à travers le monde à participer à la vie civique. Ils existent sous beaucoup de formes, tailles et structures différentes. Certains se concentrent sur des questions spécifiques aux jeunes, d'autres ont une approche plus générale. La plupart des organisations de la société civile (OSC) dirigées par des jeunes sont animées par de jeunes bénévoles. Les jeunes bénévoles contribuent de façon considérable à leurs communautés chaque jour. Pour de nombreux jeunes, être bénévole dans une OSC dirigée par des jeunes ou dans d'autres projets communautaires constitue une première étape dans une

²¹ Amélioration de la participation politique des jeunes à travers tout le cycle électoral, PNUD, Janvier 2013.

²² Silvia GOLOMBEK, ce qui fonctionne dans la participation politique des jeunes : étude du cas du monde entier, International youth foundation, http://www.iyfnet.org/sites/default/files/ww_youth_participation.pdf

carrière d'engagement civique et politique. Les projets bénévoles sont généralement faciles d'accès. Les jeunes peuvent s'y joindre pour un temps limité, et peuvent définir leur niveau d'effort et de responsabilité. Les projets bénévoles sont particulièrement efficaces pour accroître la participation politique des jeunes si des jeunes influencent la prise de décisions pour un projet ou une organisation.

En ce qui concerne la période électorale, des activités visant à améliorer la participation électorale des jeunes sont mises en œuvre avant la plupart des élections. Les campagnes d'éducation des électeurs abordent des questions telles que les procédures d'inscription des électeurs ; la date, l'heure et le lieu du scrutin ; et la façon de voter. Elles s'efforcent souvent de convaincre les électeurs que leur vote est essentiel pour une démocratie saine. Les outils utilisés dans les campagnes d'éducation des électeurs comprennent la publicité dans les médias, les affiches, les dépliants, les objets promotionnels, les sites internet et les activités d'OSC locales. Ces campagnes sont généralement menées par des OSC, les OGE, et/ou d'autres entités gouvernementales, parfois avec l'appui du PNUD et d'autres organismes d'assistance électorale. La plupart des campagnes ciblent spécifiquement les jeunes électeurs et ceux votant pour la première fois, ou ont au moins des composantes spécifiques aux jeunes. Dans certains pays, les organisations coordinatrices des sections jeunesse de partis politiques mènent des campagnes conjointes adressées aux jeunes électeurs.

Les campagnes de publicité et d'information ciblent seulement les attitudes et connaissances individuelles. Même la meilleure campagne visant à amener un nombre important de jeunes aux urnes peut ne pas atteindre son objectif. Une stratégie réussie doit aussi tenir compte de facteurs sociaux, contextuels et systémiques, notamment à travers un engagement civique général et des activités de participation politique des jeunes. Pour que les jeunes se rendent aux urnes, un environnement favorable devrait leur donner les moyens de participer à la vie civique. Les sociétés doivent respecter et accepter les jeunes comme des sujets politiques à part entière, et non principalement comme les objets de campagnes de mobilisation.

2- Cadre juridique de participation des jeunes aux périodes post-électorales

La capacité des citoyens à tenir leurs représentants élus pour responsable est une caractéristique fondamentale d'une société démocratique. La responsabilité ne peut pas être limitée uniquement au jour du scrutin. Avant et après, les représentants élus doivent répondre aux attentes des citoyens. Des canaux de communication et de plaidoyer doivent être ouverts à tous, y compris aux jeunes. Dans certains pays, les parlementaires et les représentants du

gouvernement peuvent ne pas être habitués à répondre aux questions des citoyens et des médias, mais ils pourraient acquérir les capacités pour le faire. Cela permet d'inscrire les valeurs de transparence, de responsabilité et de réactivité dans la culture politique, et de favoriser une participation inclusive.

En dehors de la représentation directe des jeunes au parlement, il y a plusieurs autres points d'entrée pour augmenter leur accès au pouvoir législatif. Les parlements associent souvent la société civile à leurs travaux par le biais des audiences de comité. Des commissions parlementaires et des groupes multipartites spécifiquement axés sur les jeunes ou délibérant de questions ayant un impact sur les jeunes pourraient mener des consultations publiques et inviter des OSC de jeunes à échanger leurs points de vue. La note stratégique du PNUD sur le développement parlementaire²³ met en avant le soutien à ce genre d'activités. Aider les jeunes à avoir un impact ciblé peut inclure le développement des capacités des OSC de jeunes, y compris sur le plaidoyer et l'art oratoire. Les parlements de jeunes sont un exercice d'éducation civique utile pour la sensibilisation sur les fonctions et les procédures du parlement. Dans certains pays, les parlements et les conseils de jeunes représentent efficacement les jeunes et leur donnent une voix dans le processus décisionnel national. En tant qu'institutions participatives, les parlements de jeunes devraient avoir certaines compétences, comme une fonction consultative pour les questions concernant les jeunes²⁴.

Conclusion

En définitive, la thématique portant sur la déconstruction et la construction de la participation politique des jeunes dans les démocraties africaines : cas du Cameroun nous a permis au fil de nos analyses d'étudier le comportement des jeunes dans la vie politique au Cameroun. Il appert que les jeunes se sont fortement démobilisés dans la sphère politique bien que les enjeux des jeunes soient énormes et qu'ils représentent un taux élevé de la population camerounaise. Les facteurs de ladite mobilisation sont énormes tant au niveau de la participation conventionnelle qu'au niveau de la participation non conventionnelle et peuvent être résumés entre autre par le manque de culture politique, le choix personnel, la non intégration des jeunes à des postes de responsabilité tant au niveau tant au niveau des partis

²³ Il convient de noter que le PNUD encourage favorablement les initiatives jeunes en matière politique et finance certains projets pour la formation des jeunes.

²⁴ Il y a nécessité d'un renforcement des parlements jeunes et un financement adéquat pour une autonomisation desdits parlements

politiques qu'au niveau de la société civile, la non considération de la jeunesse, la monétisation de la politique, les frustrations des aînés, etc. A cours de nos analyses, quelques pistes de réflexion ont été ouvertes pour une participation sereine et accrue des jeunes aux affaires politiques.

Bibliographie

AMIN, J. (2013). Cameroonian Youths and the Protest of February 2008. *Cahiers d'études africaines*, 211, 677-697. <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.17459>

BARRAULT, L. (2006). Les rapports au politique des jeunes des milieux populaires : discerner la pluralité [Mémoire de master 2 recherche en sociologie et institutions politiques]. Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

BATTISTELLA, D., et al. (2019). Théorie des relations internationales (6e éd.). Science Politique.

BOUOPDA, P. K. (2008). Cameroun du protectorat vers la démocratie : 1884-1992. L'Harmattan - *Études africaines*.

BOUOPDA, P. K. (2016). Histoire politique du Cameroun au XXe siècle. L'Harmattan.

BOURDIEU, P. (2002). *Questions de sociologie*. Minuit.

BRAUD, P. (2014). *Sociologie politique* (11e éd.). LGDJ.

EBOUSSI, B., & NKOLO, A. (2012). Les jeunes et la politique : Quelles perceptions pour quelle participation ? Yaoundé : Friedrich Ebert.

KEUTCHEU, J. (2022). « Jeunes et politique au Cameroun : entre quête d'espace d'expression et ajustements possibles ». *Lignes d'Horizon*, 016-février, 11.

LIBII, C. (2015). Les organisations des jeunes et l'ordre politique au Cameroun. In J.-B. Talla (Dir.), *Société civile et engagement politique au Cameroun : enquêtes, analyses, enjeux et perspectives* (pp. 406). Yaoundé: Édition Samory.

- LOU, H. (2022). La participation politique des jeunes à l'heure de la Covid-19. Le cas des étudiants (18-24 ans) de l'UCLouvain FUCaM Mons. Faculté des sciences économiques, sociales, politiques, et de communication, Université catholique de Louvain. Prom. : Schiffino, Nathalie. <http://hdl.handle.net/2078.1/thesis:35214>
- MBEMBE, A. (1985). Jeunes et ordre politique en Afrique noire. L'Harmattan.
- MCADAM, D. (2005). Pour dépasser l'analyse structurelle de l'engagement militant. In O. Fillieule (Dir.), *Le désengagement militant* (pp. 49-73). Paris: Belin.
- MUXEL, A. (2003). « Les jeunes et la politique : entre héritage et renouvellement ». *EMPAN*, 50, 62-67.
- NANTCHA, R. C. (2015). La participation politique dans les bidonvilles. Cas de Newton aéroport et de New-Bell Douala [Mémoire de master II-DEA sociologie]. Université de Douala.
- NEVEU, E. (2005). *Sociologie des mouvements sociaux* (4e éd.). La Découverte.
- PERRINEAU, P., & NONNA, M. (1992). Les comportements politiques. Armand Colin.
- PIGEAUD, F. (2011). Au Cameroun de Paul Biya. Karthala.
- POMMEROLLE, M.-E. (2007). Routine autoritaire et innovations militantes : le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun. *Politiques africaines*, 108, 155-172.
- POMMEROLLE, M.-E. (2008). La démobilisation collective au Cameroun : entre régime post autoritaire et militantisme extraverti. *Critique Internationale*, 40, 73-94.
- TSANA NGUEGUANG, R. (2015). Entrepreneurs-politiciens et population locales au Cameroun. *Cahiers d'études africaines*, 220, 811-835.